



MARCHÉ DES CAPITAUX

NOUVELLES EXIGENCES POUR LA BOURSE DE MAURICE AVEC L'ARRIVÉE DE CAPE TOWN STOCK EXCHANGE

AVEC LE DÉMARRAGE DE LA CAPE TOWN STOCK EXCHANGE, L'AFRIQUE DU SUD CONSOLIDE SA POSITION EN TANT QUE PLATEFORME FINANCIÈRE DANS LA RÉGION.

DEPUIS fin septembre, la Cape Town Stock Exchange (CTSE) est opérationnelle. L'une de ses missions est de fournir des capitaux et des opportunités aux petites et moyennes entreprises (PME).

«*Nous construisons une bourse qui s'adresse au segment de croissance de l'économie sud-africaine. Nous sommes alignés sur les entreprises qui créent des emplois, financent l'innovation, font pousser des cultures, développent des compétences, investissent dans l'innovation et tentent de remodeler notre avenir*», déclare son P-DG, Eugene Booysen. Il précise, au passage, que la CTSE souhaite attirer les entreprises cherchant à

lever des capitaux au Kenya, au Nigeria, au Ghana et ailleurs et qu'elle se différencie de la Johannesburg Stock Exchange (JSE) du fait qu'elle cible les PME. Son ambition : devenir le prochain Nasdaq.

Avec l'arrivée de la CTSE, l'Afrique du Sud devient une vraie force de proposition pour les entreprises souhaitant lever des capitaux, car elle abrite également la JSE, qui est la 16^e bourse mondiale.

Commentant cette nouvelle arrivée, l'économiste Kevin Teeroovengadam rappelle que la CTSE était auparavant connue sous le nom de 4 Africa Exchange (4AX) et était à l'origine basée à Johannesburg. Le déménagement à Cape Town et le changement de marque visent à inculquer une nouvelle vision à cette bourse en met-



ISMAÏL POMIÈS (SENIOR FUND MANAGER D'AXYS STOCKBROKING)

la région de Cape Town, ainsi que des habitants qui aiment investir dans des projets de technologies et des start-up», observe-t-il.

De l'avis d'Ismaïl Pomiès, Senior Fund Manager d'AXYS Stockbroking, la CTSE fait partie d'une stratégie de diversification des marchés financiers africains et sud-africains. «*À partir de 2016 et grâce à la nouvelle législation, quatre nouveaux opérateurs se sont lancés sur le marché, chacun d'entre eux ayant une stratégie différente et complémentaire des autres. Parmi ces nouveaux entrants, le 4 Africa Exchange ou 4AX. Son objectif est d'offrir une plateforme d'échange totalement digitalisée, efficace en termes de coûts pour les petites et moyennes entreprises souhaitant être listées sur le*

tant l'accent sur la technologie et les PME.

De plus, Kevin Teeroovengadam précise que Cape Town est devenue une ville économique qui se spécialise dans le marché financier. «*Il faut savoir que de nombreux fonds d'investissement, hedge funds, family offices et personnes fortunées sont basés à Cape Town. Il y a donc plein d'argent dans*

marché. Cet opérateur dispose à la fois d'une licence de marché pour les actions, mais aussi pour la dette d'entreprises, ce qui lui donne un caractère unique dans la compétition avec la JSE», soutient-il.

IMPACT MINIME

Qu'en est-il de l'impact sur le marché boursier africain, notamment sur la Stock Exchange of Mauritius (SEM) ? Il serait minime, à en croire nos experts des marchés financiers.

«L'impact de la Cape Town Stock Exchange sur la SEM est pour l'instant limité. La SEM est établie depuis plus de trente ans et a pu attirer des sociétés étrangères et notamment sud-africaines. Elle offre une plateforme de listing sur différentes devises en dehors de la roupie mauricienne, ce qui rend la place mauricienne unique sur le continent», commente Ismaïl Pomiès.

Il est rejoint par Pierre-Yves Pascal, Head of Private Banking à AfrAsia Bank. Tout en soutenant que l'ouverture de la CTSE ne devrait avoir pratiquement aucun impact sur la Bourse de Maurice, il précise que celle-ci est désormais reconnue comme une plateforme financière internationale. D'ailleurs, 15 sociétés étrangères sont présentement cotées sur la SEM. Le principal



KEVIN TEEROOVENGADUM
(ÉCONOMISTE)

frein pour Maurice se situe au niveau des transactions. «L'un des obstacles possibles à la croissance future réside dans les coûts pratiqués, dont notamment les frais de transaction qui s'élèvent à 1,25 % pour les actions cotées. Tant que ces frais élevés seront maintenus, il sera difficile de concurrencer les autres bourses telles la CTSE qui se concentrent sur la technologie et la réduction des coûts», argue-t-il.

Cela ne manque pas de faire réagir Ismaïl Pomiès, qui pense que ces diverses offres au niveau des marchés financiers peuvent être profitables à l'Afrique et que Maurice pourrait établir de nouvelles offres complémentaires par rapport à ses concurrents. «La Bourse de Maurice est installée depuis plus de trente ans maintenant. Elle bénéficie d'une longue expérience et a su trouver des axes de développement en attirant, entre autres, des socié-

tés étrangères dans son giron. Durant ces prochaines années, nous allons observer une accélération sans précédent du développement du continent africain. Il faut que tous les acteurs africains, y compris à Maurice, se positionnent sur cette tendance, sans quoi le risque majeur est l'obsolescence. Je ne crois pas que la Cape Town Stock Exchange ou la JSE soient une menace pour la SEM, bien au contraire. Il faut observer ce qui se passe là-bas pour en tirer des conclusions sur notre propre avenir. Le contexte sud-africain est différent du contexte mauricien. Maurice jouit toujours d'une position privilégiée auprès des investisseurs sud-africains et internationaux en règle générale. Mais il faudra garder à l'esprit que pour garder cet avantage, il nous faudra perpétuellement évoluer au rythme imposé par cette transformation régionale», analyse-t-il.

En cette ère de reconstruction, les places boursières africaines se repensent en essayant de répondre au mieux aux attentes des entreprises et des investisseurs. Dans ce contexte, le panafricanisme est plus que jamais à l'ordre du jour. À Maurice, l'on est engagé dans une dynamique similaire avec l'entrée en opération d'Afrinex.

NIRVAN ARMOOGUM

MONTÉE EN PUISSANCE DE L'AFRIQUE DU SUD

Et si la diversification des différents marchés boursiers faisait partie d'une stratégie pour faire de l'Afrique du Sud un Financial and technological hub ?

Selon Kevin Teeroovengadam, cette mouvance est réelle. «L'Afrique du Sud reste la plaque tournante en étant le 'financial hub' du continent africain malgré tous les problèmes économiques et politiques auxquels le pays est confronté depuis plusieurs années. De plus, Cape Town est également connue sous le nom de 'Tech hub of Africa', en particulier en ce qui concerne les start-up technologiques et elle est connue comme la 'Silicon Valley of Africa', souligne-t-il. Citant Elon Musk et Mark Shuttleworth, qui sont originaires d'Afrique du Sud, Kevin Teeroovengadam rappelle que la CTSE va essentiellement promouvoir les talents locaux. «Afin de faciliter les investissements pour soutenir la croissance des start-up technologiques et des PME, la CTSE a l'ambition de cibler l'Afrique où les entreprises technologiques et les start-up africaines peuvent s'inscrire et lever des fonds en Afrique du Sud. Je vois cela comme un 'big game changer', car le continent africain conduit par la jeunesse africaine voit une explosion massive de start-up technologiques qui change le paysage en Afrique», fait-il ressortir.

POURQUOI LA SEM DOIT INNOVER

UNE bourse a besoin de maturité afin d'exploiter son potentiel. Plus encore, elle a besoin d'avoir le soutien d'organismes internationaux, à l'instar de l'African and Asian Exchanges Association qui a pour adhérent la Bourse de Maurice.

Pour ces raisons, la CTSE n'est pas une menace pour les autres bourses africaines. «Elle vise la cotation primaire d'entreprises de croissance spécifiques et je ne vois pas pourquoi ces entreprises choisiraient Maurice comme option pour lever des fonds et négocier leurs actions, sauf pour une double cotation. En ce qui concerne la JSE, c'est une bourse qui existe depuis 1887 et qui compte plus de 400 sociétés cotées. Dans le monde d'aujourd'hui, les choses peuvent aller vite, surtout lorsque la technologie de rupture devient une composante explicite de son développement. Si les coûts restent bas et la technologie continuellement renforcée pour plus de performance, elle pourrait attirer des sociétés à plus forte capitalisation boursière et constituer ainsi une menace pour la JSE, mais ce n'est pas gagné», affirme Pierre-Yves Pascal.



PIERRE-YVES PASCAL
(HEAD OF PRIVATE BANKING
À AFRASIA BANK)